

maintenir la loi islamique sur l'héritage dans un souci de « respect de la foi musulmane³¹ » — ainsi que d'autres organisations de centre et de centre gauche.

Les manifestations organisées dans l'ensemble du pays sont donc un alliage d'actions anti et pro-Saïed, une opposition entre deux visions distinctes de la Tunisie et l'expression d'un ras-le-bol général sur le manque d'issues proposées. Parmi les dénonciateurs du coup d'État, on retrouve beaucoup de sympathisants d'Ennahdha, de juristes et d'anciens membres du gouvernement, alors que les défenseurs du président sont un amalgame d'organisations sociales et politiques. Nombreuses sont les associations qui soulignent que le peuple tunisien n'acceptera plus les dérives autoritaires du passé : la Tunisie de 2021 a « balayé le contrôle autoritaire caractéristique de l'ère prérévolutionnaire pour laisser place à une société civile structurée et influente, inapte à se laisser dépouiller de ses droits et de son *karama* [sa dignité]³² ».

Un dénouement encore très incertain

Le mot d'ordre qui semble prévaloir actuellement est l'attente. Les acteurs de la société civile favorables à Kaïs Saïed mettent néanmoins en garde : ils veulent des changements significatifs et rapides, ainsi qu'un plan d'action clair dans le but de mettre fin à l'État d'urgence d'ici les prochains mois. C'est le cas notamment de l'association des femmes démocrates qui demande au président de concrétiser certaines mesures nécessaires, notamment un gouvernement paritaire, brisant ainsi le plafond de verre pour les femmes en politique, ou la nécessité d'œuvrer à une meilleure protection des femmes

rurales, notamment concernant l'accès à la terre, à la propriété, aux ressources et à un travail décent³³.

Dans ce contexte d'immédiateté, se prononcer sur une possible dérive autoritaire semble quelque peu prématurée. L'histoire nous montre que les transitions politiques ne sont pas de longs fleuves tranquilles et, à ce stade, la Tunisie traverse des zones de turbulence. Bien que les signaux virent au rouge, il est encore tôt pour mettre un point final à cette transition démocratique. *Wait and see*.

Le Liban face à ses fossoyeurs et ses défis

Elena Aoun

Depuis 2019, c'est à un réel effondrement que l'on assiste au Liban, un naufrage que la Banque mondiale classe parmi les pires dans l'histoire récente³⁴. Dans ce pays qui abrite, en plus de ses propres citoyens, plusieurs centaines de milliers de réfugiés palestiniens et, depuis quelques années plus d'un million de réfugiés syriens de plus fraîche date, tous les indicateurs sont au rouge. Déjà plombé par la crise syrienne depuis le début des années 2010, le PIB par habitant s'est contracté de 40 % entre 2018 et 2020 et les pronostics sont alarmants pour 2021. Autre chiffre qui atteste de la sévérité de la crise, le pourcentage de personnes vivant désormais sous le seuil de pauvreté : intégrant aux côtés du revenu des facteurs tels que « l'accès à la santé, à l'éducation et aux services publics³⁵ », la Commission économique et sociale des Nations unies pour

31| Bessis S., « Jour sombre pour les droits des femmes tunisiennes », *Le Monde*, <https://cutt.ly/mTzFFmV>.

32| Voir « La Tunisie flirte-t-elle avec la dictature ? », *Arte*, <https://cutt.ly/fTzF4E4>.

33| Voir « Tunisie : des collectifs féministes interpellent le président », *RFI*, <https://cutt.ly/KTzGaQq>.

34| Banque mondiale, « Lebanon Sinking (To the Top 3) », *Lebanon Economic Monitor*, printemps 2021, <https://cutt.ly/XTvmEEe>.

35| Nations unies, « Les trois quarts des Libanais ont plongé dans la pauvreté selon l'ONU », *ONU Info*, 3 septembre 2021, <https://cutt.ly/STvmJj7>.

l'Asie occidentale estime que 82 % de la population libanaise vit aujourd'hui dans une pauvreté multidimensionnelle. Quant au prix des produits alimentaires, il a connu une inflation de 404 % entre octobre 2019 et juin 2021.

D'une violence inouïe pour ceux qui la subissent, cette crise est difficile à comprendre si l'on y cherche des explications simples et des causalités de court terme. Seule peut en rendre compte une analyse qui, d'une part, remplace le naufrage actuel dans une chaîne de dysfonctionnements du politique et de crises dont les issues n'ont traité que des symptômes, jamais des causes, d'autre part le relie à ses dimensions internes et externes. Loin des explications simplistes, ce texte tente d'éclairer la situation actuelle puis évoque quelques enjeux majeurs.

De la faillite d'un système au malström actuel

Avant d'être économique, humanitaire ou sociale, la crise actuelle est politique. Trente ans après la fin de la guerre civile (1990), les grandes figures politiques sont encore d'anciens chefs de milice et leurs proches ou alliés. N'ayant pas de comptes à rendre aux citoyens, cette faune s'est arrogée beaucoup de privilèges sans se reconnaître d'obligations, condamnant le pays à l'impasse qu'il connaît aujourd'hui. De nombreux éléments illustrent la mauvaise gestion dès la sortie du conflit : la captation du centre-ville de Beyrouth par Solidere, société privée créée en 1994 par le premier ministre, Rafic Hariri, et la lucrative frénésie immobilière ; la rareté des investissements profitant aux régions périphériques même urbaines à l'instar de Tripoli ; la faiblesse des services publics en quantité et en qualité ; l'extension de la corruption... Même des services de base tels que la fourniture d'eau potable et d'électricité n'ont jamais été assurés de manière efficace.

L'afflux de réfugiés syriens, à partir de 2012, a aggravé une situation déjà fragile. Le système commence à ployer dès 2018. En octobre 2019, cherchant à faire endosser aux citoyens le coût de l'évitement d'un défaut de paiement auprès de ses prêteurs, le gouvernement introduit une taxe sur l'utilisation de WhatsApp. Il suscite une révolte populaire (*thawra*) qui réunit pour la première fois de nombreux manifestants par-delà leurs appartenances communautaires, socioéconomiques, territoriales.

Cette révolte dévoile l'ampleur du divorce entre les élites au pouvoir et une partie significative de la population. Un cycle de contestation/répression s'enclenche ; le pays est vite grippé et faillit à ses engagements financiers internationaux. Beaucoup de citoyens se voient privés de l'argent déposé auprès des banques et le quotidien se détériore avec le décrochage de la livre libanaise et l'inflation galopante. La démission du Premier ministre, Saad Hariri, ne résout rien, d'autant que la classe politique se renvoie la responsabilité de l'effondrement économique sans chercher à l'enrayer. Quelques mois plus tard, l'épidémie de la Covid-19 freine l'élan contestataire et aggrave la situation. Illustrant l'incurie des « autorités », la double explosion qui pulvérise le 4 août 2020 le port de Beyrouth et les quartiers qui l'entourent précipite encore plus le pays vers le gouffre. Hassan Diab, premier ministre éphémère d'un gouvernement technocratique qui n'aura apporté aucune réponse aux problèmes structurels qui sclérosent le pays, démissionne.

En dépit de l'incommensurabilité du désastre, la formation d'un nouveau gouvernement s'enlise. Mêlant ambitions personnelles et partisans ainsi que calculs clientélistes en lien avec leurs alliés régionaux, les politiciens se lancent dans un bras de fer pendant treize mois. Le gouvernement de Nagib Mikati qui finit par en émerger

intègre dans son ADN les clés d'immobilisation croisées dont la classe politique a le secret. Formé début septembre 2021, ce gouvernement est vite paralysé, le Hezbollah et ses alliés réclamant la démission de Tarek Bitar, le juge chargé de l'enquête des explosions du port et considéré comme « politisé » (comprendre « indépendant ») par ses nombreux détracteurs.

Si la reprise des discussions techniques avec le FMI au début de l'automne laisse croire à une éclaircie, deux développements la gâchent. Le 14 octobre, dans un épisode rappelant le début du conflit civil en 1975, des combats de rue opposent d'une part des partisans des deux partis chiïtes, le Hezbollah et Amal, venus réclamer devant le palais de justice la démission de Bitar, et d'autre part des francs-tireurs affiliés ou proches des Forces libanaises (FL)³⁶. Si les armes se sont tuées grâce à l'intervention d'une armée libanaise soutenue à bout de bras par les États-Unis, les postures restent agressives, le Hezbollah avertissant les FL qu'il serait en mesure d'aligner 100 000 miliciens dans une éventuelle confrontation. L'autre développement est venu de l'extérieur, comme en réponse. Profitant du premier prétexte venu, en l'occurrence une critique sur la guerre au Yémen émise par Georges Cordahi avant même qu'il ne devienne ministre de l'Information dans le gouvernement Mikati, l'Arabie Saoudite décide fin octobre de punir le Liban pour le rôle prépondérant du Hezbollah, entraînant à sa suite plusieurs États du Golfe. Les mesures, douloureuses, ont fusé : rappel ou expulsion d'ambassadeurs, arrêt des relations commerciales, durcissement de l'octroi de visas aux ressortissants libanais...

Quelques enjeux socioéconomiques

Cette punition collective infligée par les pays du Golfe n'est qu'un élément parmi d'autres dans l'effondrement économique et social du Liban dont plusieurs indicateurs ont été déjà évoqués. De plus, confortées par le divorce entre une partie de la population et ses dirigeants, la communauté internationale et les institutions financières se contentent d'une aide essentiellement humanitaire en attendant un changement de cap crédible de la part de la classe politique afin d'aider au redressement du pays.

Pour l'instant, cette condition n'est guère remplie. Aucune mesure concrète n'a été adoptée à l'issue des échanges avec le FMI et ne pourra l'être tant que le gouvernement Mikati est paralysé. Et lorsque les discussions reprendront, une multitude de questions se poseront. L'une des premières portera sur le calcul des pertes du système bancaire et l'approche à retenir pour les assumer, sachant que les affidés d'hier, à savoir les banques d'un côté, l'État de l'autre, divergent et se renvoient la responsabilité de la faillite. D'autres dossiers difficiles devront également être traités, dont « l'assainissement des finances publiques, l'unification du taux de change, l'amélioration de la gouvernance et la restructuration du secteur financier³⁷ ».

Même en admettant que le naufrage soit enrayé par l'aide internationale, se pose la question des effets à plus long terme des indispensables restructurations. De fait, les recettes internationales restent largement néolibérales, dans la lignée du Consensus de Washington, et elles ont souvent accentué les écarts entre les plus riches et les plus pauvres. Or ces écarts sont déjà extrêmes au Liban. Quel impact la néolibéralisation d'un

36 | Les deux premiers partis sont pro-syriens et pro-iraniens, alors que les FL s'identifient comme souverainistes (voir ci-dessous, l'opposition entre les forces du 8 mars et celles du 14 mars).

37 | « Le directeur exécutif du FMI juge sa visite au Liban "réussie" », *L'Orient-Le Jour*, 22 octobre 2021, <https://cutt.ly/xTvQokO>.

système déjà réputé pour son « laisser-faire » et traditionnellement peu redistributif pourrait-elle avoir sur de nombreux citoyens ainsi que sur la capacité de l'État à assurer une protection sociale et des services publics de base de qualité ? Même si les discours internationaux semblent attentifs aux plus démunis, le défi reste entier.

A un autre niveau, se pose la question de savoir comment, et à quel horizon, la paupérisation rampante pourra être inversée. Il faudra sans doute plus d'une décennie pour gommer les effets délétères d'un décrochage économique avec des impacts lourds en termes de chômage, de suicides, de scolarisation des enfants, de soins de santé reportés ou non assurés, parfois même de malnutrition... A cela s'ajoute la perte d'un capital humain déjà bien entamé par les crises antérieures et qui s'est accélérée depuis 2020, affaiblissant la capacité de la société à se reconstruire rapidement.

Corruption et impunité

Mais pour que l'économie et le social se redressent, la corruption ainsi que son corolaire, l'impunité, doivent cesser.

La corruption gangrène le Liban à tous les échelons de la vie publique et économique. La classe politique, ou plus précisément politico-affairiste, est à la tête d'un système clientéliste qui enrichit ses membres, leurs proches et leurs alliés, au détriment du rôle que l'État est supposé assurer. En outre, les sommes détournées sont rarement réinjectées dans un circuit économique local productif permettant la création d'emplois et l'amélioration des perspectives de vie. Par contre, elles permettent de maintenir une base de clients, d'obligés et de fidèles qui, même lorsqu'ils sont victimes du système, le confortent. Sans oublier ceux qui, dans toutes les institutions publiques, profitent de la moindre parcelle de pouvoir déléguée au nom de

l'État pour monnayer à leur avantage le service qu'ils sont supposés rendre au citoyen. Et d'une certaine manière, en se prêtant à ce jeu parasitaire, ce dernier entretient cet engrenage qui le broie.

A la corruption s'ajoutent l'inconséquence et/ou l'incompétence des responsables politiques et publics. S'il fallait la dresser, la liste des exemples serait sans fin. L'illustration la plus édifiante reste la tragédie du port de Beyrouth où 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium ont été stockées sans précaution aucune pendant six ans, au su et au vu de nombreux responsables locaux et nationaux.

Tout comme la corruption, l'incompétence politique et publique bénéficient à ce jour d'une grande impunité. Aucun responsable ne considère devoir rendre de comptes à la collectivité. Parmi quelques exemples récents, évoquons l'immunité donnée par la Cour de cassation à Riad Salamé, gouverneur de la Banque du Liban soupçonné du détournement de 330 millions de dollars³⁸. Invité à comparaître dans le dossier des affrontements du 14 octobre, Samir Geagea, le chef des FL, s'est esquivé en déposant des recours contestant la compétence du commissaire du gouvernement³⁹. L'ancien premier ministre Diab, invité à comparaître dans le dossier du port, a choisi d'assigner l'État pour les « erreurs » du juge Bitar⁴⁰.

L'impossible relève

De nombreux Libanais espèrent une relève qu'apporteraient les prochaines élections législatives qui devraient se tenir en mars 2022.

38 | « La Cour de Cassation a offert l'immunité au gouverneur de la banque du Liban Riad Salamé » *Libanews*, 26 septembre 2021, <https://cutt.ly/ITvFDpJ>.

39 | Assaf Cl., « Entre imbroglio juridique et "confusion délibérée" », *L'Orient-Le Jour*, 27 octobre 2021, <https://cutt.ly/TTvFXyV>.

40 | « Les avocats de Diab assignent l'État libanais en justice pour les "erreurs" du juge Bitar », *L'Orient-Le Jour*, 27 octobre 2021, <https://cutt.ly/sTvFMdY>.

Toutefois, et malgré les mobilisations de la révolte populaire d'octobre 2019 et la colère suscitée par les explosions du port, il est difficile de percevoir une véritable relève.

A ce jour, ce sont les mêmes acteurs politiques qui occupent la scène et restent les interlocuteurs premiers des délégations internationales. Certes, celles-ci veillent à rencontrer des acteurs de la société civile, mais souvent de manière purement symbolique.

En réalité, la société civile et plus particulièrement les milieux de la contestation peinent à s'ériger en une opposition certes diverse mais cohérente et audible. Le bât blesse triplement : les initiatives restent éclatées et leurs auteurs incapables de s'unifier autour d'un projet alternatif ; ces mouvances ne parviennent pas à se démarquer des lignes de partage existantes et sont fréquemment instrumentalisées par les acteurs traditionnels ; enfin, elles ne parviennent pas à attirer l'adhésion et le suffrage d'une masse suffisante de citoyens. Ceux-ci restent pour la plupart, et malgré la crise de confiance que connaît le système politique, prisonniers des allégeances à un « zaïm », un chef de file ou de parti souvent à prétention communautaire.

La pauvreté s'avère un redoutable instrument qui permet aux partis traditionnels de continuer à monnayer la fidélité de leur « base » en contrepartie de maigres moyens de subsistance. Comme en témoigne Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU sur la pauvreté extrême et les droits humains au sortir d'une mission auprès des plus vulnérables au Liban, « seuls les plus connectés politiquement » bénéficient du programme national de ciblage de la pauvreté⁴¹.

Perméabilité à la polarisation régionale

Un dernier enjeu de taille qu'induisent les pratiques des élites consiste en l'incapacité du Liban de se distancier des turbulences régionales, demeurant ainsi « un laboratoire permanent des rapports de force régionaux⁴² ». Or ces derniers se caractérisent par une polarisation sans cesse plus marquée dès les années 2000, dans le contexte des attentats du 11 septembre 2001 et des guerres en Afghanistan puis en Irak, de la panne totale du processus de paix israélo-arabe et de la crise du nucléaire iranien.

Cette polarisation se cristallise au Liban à partir de 2004 lorsque l'approche des élections présidentielles offre une opportunité à la communauté internationale et certains acteurs libanais de remettre en cause l'influence syrienne. Matérialisée par la présence de troupes syriennes qui avaient été l'instrument de la mise en œuvre coercitive de l'accord de Taëf soutenu par la communauté internationale en 1990, l'influence de Damas était devenue indésirable après le retrait unilatéral d'Israël du sud du Liban en 2000 et les jeux de pouvoir régionaux consécutifs à l'invasion de l'Irak par l'administration Bush en 2003. Cette remise en question de l'influence de la Syrie au Liban et, en lien, du rôle du Hezbollah, seule milice autorisée en 1990 à garder ses armes, a entraîné une période d'instabilité caractérisée par le retour des assassinats politiques. Le plus traumatique est celui de Rafic Hariri en février 2005. Plusieurs fois premier ministre, ce dernier s'était détourné de la Syrie et le payait ainsi chèrement. Son assassinat a fracturé l'échiquier libanais en deux coalitions : celle du 8 mars, rassemblant essentiellement

chesses" », *L'Orient-Le Jour*, 15 novembre 2021, <https://cutt.ly/DTvGdn7>.

⁴² Charillon Fr., « Au chevet de Beyrouth, que peut la France pour le Liban ? », *The Conversation*, 6 août 2021, <https://cutt.ly/vTgVt2>.

⁴¹ El-Hage A.-M., « Olivier de Schutter est "sidéré" par les conditions de vie dans un pays qui a tant de ri-

les partis chiïtes Amal et le Hezbollah, et celle du 14 mars, rassemblant leurs opposants, surtout des partis sunnites et chrétiens. La première de ces coalitions se retrouve alignée avec les intérêts des régimes syrien et iranien, la deuxième avec les intérêts occidentaux et de la plupart des monarchies du Golfe.

Même si son acuité a semblé s'éroder à certains moments et que la ligne de partage n'ait jamais été étanche, cette polarisation n'a cessé d'être opérante. La déstabilisation régionale qu'ont entraînée la guerre en Irak (2003) et les différentes expériences des « printemps arabes » n'a fait que l'alimenter. Les conflits en Syrie et au Yémen en particulier ont renforcé la césure, tout comme les choix posés par l'Administration Trump tels que la rupture unilatérale de l'accord autour du nucléaire iranien, l'assassinat du général iranien Soleimani en janvier 2020, la reconnaissance des annexions de Jérusalem et du Golan par Israël, le Plan de paix Abraham qui ignore les revendications palestiniennes, le parrainage d'une normalisation entre Israël et plusieurs pays arabes...

Cette polarisation se double d'une tendance de plus en plus marquée à recourir à la coercition, militaire ou politique, dans les affaires de la région et rares sont les acteurs qui s'en privent. Dans un tel contexte où l'Iran et ses alliés s'estiment la cible des manœuvres visant à les défaire, mais ne manquent pas d'atouts dans des confrontations où la nuisance indirecte est aussi payante que la puissance brute, l'on comprend mieux la détermination du Hezbollah à verrouiller l'échiquier libanais. Son intransigeance en interne semble être, pour ses dirigeants, gage d'une puissance monnayable dans de nombreuses négociations ou bras de fer à venir.

Conclusion

Ainsi confronté à une multitude de défis étroitement imbriqués, le Liban semble prisonnier d'une conjoncture complexe que l'intervention financière de la communauté internationale ne saurait à elle seule améliorer sur le long terme.

La condition *sine qua none* d'un dénouement durable, à savoir une dépolarisation de la région, est la plus difficile à réaliser. Quatre fenêtres d'opportunité existent actuellement – les négociations autour du nucléaire iranien et celles autour du conflit au Yémen ; les coopérations possibles autour d'un Afghanistan retombé dans le giron des Talibans ; et la sortie de la Syrie de son isolement. Encore faut-il que ces opportunités soient saisies au travers d'approches plus inclusives que par le passé, la diabolisation ayant montré ses limites et, surtout, son potentiel contre-productif.

Aussi essentielle soit-elle, cette première condition n'est toutefois pas suffisante. Quand bien même le verrouillage de la scène politique libanaise par le Hezbollah et ses alliés prendrait fin, il faudrait que la classe politique se renouvelle et assainisse ses pratiques, notamment en termes de corruption, de clientélisme et de l'attachement éhonté au pouvoir et aux privilèges qu'il dispense. Un tel assainissement passe par la réhabilitation de la notion même de responsabilité et de son pendant, la lutte contre l'impunité. En outre, il faudrait que s'affirme une alternative au système politique traditionnel, marqué par les appartenances communautaires, avec une nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques qui portent de vrais projets *nationaux* alternatifs pouvant résonner avec les besoins d'une population libanaise fragilisée et qui puissent aussi offrir des perspectives aux réfugiés palestiniens et syriens qui sont les autres victimes, souvent invisibles, du naufrage du Liban.